ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 8 novembre 1993, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant la composition, le fonctionnement et les attributions du comité de gestion du Secrétariat permanent de recrutement", a donné le 23 février 1994 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 8 november 1993 door de Eerste Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de samenstelling, de werking en de bevoegdheden van het Beheerscomité van het Vast Wervingssecretariaat", heeft op 23 februari 1994 het volgend advies gegeven :

Examen du projet.

Intitulé.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Préambule.

1. A l'alinéa 1er, in fine, les mots "notamment les articles 5 et 6" devraient, compte tenu de l'article 10 du projet, être remplacés par les mots "notamment l'article 2, § 3".

2. Plutôt que de viser l'ensemble de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, il serait préférable de restreindre le visa à la disposition de cette loi qui présente un rapport direct avec l'objet du projet. A l'alinéa 3, les mots "modifiée par les lois des 6 et 18 juillet 1990" devraient donc être remplacés par les mots "notamment l'article 55bis, inséré par la loi du 18 juillet 1990;".

3. Comme le décret n'apporte aucune modification aux arrêtés royaux visés aux alinéas 5 et 6, il est inutile de les mentionner au préambule.

4. Le visa de l'alinéa 7 doit être remplacé par un considérant dans lequel sera exposé le rapport existant entre les deux projets.

Dispositif.

Article 1er.

1. Compte tenu de la remarque formulée à propos de l'article 2 du projet examiné ce jour par le Conseil d'Etat sous le n° L. 22.898/2, il est proposé de rédiger la phrase introductive comme suit :

"Article 1er. Il est créé un comité de gestion du Secrétariat permanent de recrutement dénommé ci-après "comité de gestion", lequel comprend :".

2. L'article 1er, 10°, doit constituer un alinéa distinct.

Article 2.

1. Au début du paragraphe 1er, on écrira :

"Les membres visés à l'article 1er, 2° à 9°, et à l'alinéa 2, sont désignés pour une période de quatre ans. Ils ne peuvent être désignés s'ils ...".

2. Au paragraphe 2, on écrira : "... de manière telle qu'ils se répartissent ...".

.../...

3. Au paragraphe 5, il faut écrire : "... visés à l'article 1er, 2° à 9°, et à l'alinéa 2, qui doivent se déplacer. Pour la détermination des indemnités prévues par l'arrêté royal du 18 janvier 1965 ...".

Article 3.

Dans le texte néerlandais, il y a lieu d'écrire "adjunct-Vaste Wervingssecretaris".

Article 4.

La règle énoncée dans la première phrase du paragraphe 2 trouverait mieux sa place dans l'article 21 du projet L. 22.898/2.

En outre, il y a lieu d'écrire dans le texte néerlandais du même paragraphe "wijst ... aan" au lieu de "duidt ... aan" et "telkens als" au lieu de "telkens".

Article 5.

1. L'article 5, alinéa 1er, doit être rédigé comme suit :

"Le comité de gestion délibère sous la présidence du président ou, en son absence, sous celle du premier vice-président et, à son défaut, du second vice-président".

2. A l'alinéa 3, par souci d'uniformisation de la terminologie, il y a lieu d'écrire "... d'un membre représentant l'Etat. La convocation ...".

En outre, il y a lieu de remplacer dans le texte néerlandais le mot "uitnodiging" par le mot "bijeenroeping".

A l'alinéa 5, il y a lieu de rédiger le texte néerlandais ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 6.

1. Dans la phrase introductive, les mots "Sans préjudice ... (jusqu'à) à gestion séparée" sont superflus et doivent être omis.

2. Dans le texte néerlandais du 2°, il y a une discordance entre les textes français et néerlandais. Le texte français utilise le seul mot "recettes", tandis que le texte néerlandais vise les "ontvangsten en uitgaven".

3. Compte tenu des intentions des auteurs du projet, les mots "de fournir des avis au premier ministre" figurant au 3° doivent être remplacés par les mots "de fournir, d'initiative ou à la demande du premier ministre, des avis".

Au 3°, on écrira donc :

"3° de fournir des avis d'initiative ou à la demande du premier ministre en ce qui concerne le fonctionnement du Service et, plus particulièrement, en ce qui concerne :

a.
b. etc. ...".

4. Au 4°, on écrira : "... de l'infrastructure du Service;".

5. Au 5°, il y a lieu de rédiger le texte néerlandais ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

6. La rédaction du 6° doit être revue de manière à éviter l'expression "prendre les mesures adéquates" qui est particulièrement vague et pourrait laisser penser que, comme l'ordonnateur du Secrétariat permanent de recrutement, le comité possède le pouvoir de conclure certains contrats ou marchés.

Compte tenu de la modification de rédaction proposée, il y a lieu d'omettre les mots "en bon père de

famille" qui ne sont pas applicables au comité de gestion. On écrira donc :

"6° d'organiser la gestion du patrimoine du Service;".

Article 9.

Comme il ne fait que reproduire la disposition de l'article 19 (1ère phrase) du projet L. 22.898/2, l'article est inutile et doit être omis.

Article 10.

Le paragraphe 1er appelle une triple observation :

a) il est inutile d'y faire référence aux articles 5 et 6 de la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services ainsi qu'à l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services puisque le respect de ces règles s'impose en toute hypothèse, sans qu'il y ait lieu de distinguer selon que les décisions relatives à la passation et à l'exécution des marchés publics sont prises par l'autorité visée à l'article 2, § 1er, de la loi du 14 juillet 1976 ou par le bénéficiaire d'une délégation fondée sur l'article 2, § 3, de la même loi;

b) les termes "Sans préjudice des restrictions imposées (...) par l'arrêté royal du 13 décembre 1977

relatif aux délégations de pouvoir en matière de passation et d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services" doivent être remplacés par une disposition qui détermine de manière précise et univoque la mesure dans laquelle ledit arrêté reste applicable aux délégations consenties en faveur d'agents du Secrétariat permanent de recrutement;

c) compte tenu de l'article 2, § 3, de la loi du 14 juillet 1976, les mots "l'ordonnateur est habilité à" doivent être remplacés par les mots "le premier ministre peut déléguer au secrétaire permanent au recrutement ainsi qu'aux agents qu'il désigne parmi les fonctionnaires du Secrétariat permanent de recrutement titulaires d'un grade correspondant au moins au rang 13 (1), le pouvoir de" (2).

3. Le texte néerlandais du paragraphe 2, alinéa 1er, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

---

(1) Si elle était retenue, cette proposition de texte permettrait également de supprimer le paragraphe 2, alinéa 2, du même article.

(2) Il est proposé de rédiger le paragraphe 2, alinéa 2, et le paragraphe 3 à l'image du paragraphe 1er : "Le premier ministre peut déléguer aux membres tout ou partie des attributions visées au paragraphe 1er ainsi qu'au membre du personnel désigné en vertu du paragraphe 2, alinéa 2, la compétence d'approuver l'exécution du marché".

4. Au paragraphe 4, les mots "En outre" doivent être omis.

Dans le texte néerlandais du même paragraphe, il faudrait écrire "totaal" au lieu de "globaal".

Chapitre IV.

Compte tenu de l'objet des articles 11 et 12, il convient d'écrire : "Chapitre IV, Dispositions finales".

Onderzoek van het ontwerp.

Opschrift.

Men schrijve "werkwijze" in plaats van "werking". Dezelfde opmerking geldt voor het opschrift van hoofdstuk II.

Aanhef.

1. Gelet op artikel 10 van het ontwerp zouden in het eerste lid, in fine, de woorden "inzonderheid op de artikelen 5 en 6" vervangen moeten worden door de woorden "inzonderheid op artikel 2, § 3".

2. Veeleer dan te verwijzen naar heel de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, zou het verkieslijk zijn de verwijzing te beperken tot de bepaling van die wet die rechtstreeks verband houdt met het onderwerp van het ontwerp. In het derde lid zouden de woorden "gewijzigd bij de wetten van 6 en 18 juli 1990" moeten vervangen worden door de woorden "inzonderheid op artikel 55bis, ingevoegd bij de wet van 18 juli 1990;".

3. Aangezien het decreet geen enkele wijziging aanbrengt in de koninklijke besluiten bedoeld in het vijfde en zesde lid, is het nutteloos ze in de aanhef te vermelden.

4. De verwijzing van het zevende lid moet vervangen worden door een considerans waarin het verband tussen beide ontwerpen wordt uiteengezet.

Bepalende gedeelte.

Artikel 1.

1. Gelet op de opmerking die is gemaakt in verband met artikel 2 van het ontwerp dat heden door de Raad van State wordt onderzocht onder het nr. L. 22.898/2, wordt voorgesteld de inleidende zin als volgt te redigeren :

"Artikel 1. Er wordt een comité opgericht tot beheer van het Vast Wervingssecretariaat, hierna te noemen "beheers-comité", dat is samengesteld uit :".

2. Artikel 1, 10°, moet een afzonderlijk lid vormen.

Artikel 2.

1. Aan het begin van de eerste paragraaf schrijve men :

"De leden bedoeld in artikel 1, 2° tot 9°, en in het tweede lid, worden aangesteld voor een periode van vier jaar. Zij kunnen niet worden aangesteld indien zij ouder

zijn dan 61 jaar. (...) De leden die de Regeringen vertegenwoordigen worden door deze laatste aangesteld ...".

2. In paragraaf 2 schrijve men : "... zodanig gekozen dat zij gelijk worden verdeeld over de Nederlandse en de Franse taalrol".

3. In paragraaf 5 schrijve men : "... bedoeld in artikel 1, 2° tot 9°, en in het tweede lid, die zich moeten verplaatsen wordt, overeenkomstig de regelingen die van toepassing zijn op de rijksambtenaren, evenwel een vergoeding voor reis- en verblijfkosten verleend". Voor het bepalen van de vergoedingen bepaald in het koninklijk besluit van 18 januari 1965 ...".

Artikel 3.

Men schrijve "adjunct-Vaste Wervingssecretaris".

Artikel 4.

De in de eerste zin van paragraaf 2 geformuleerde regel zou beter thuishoren in artikel 21 van ontwerp L. 22.898/2.

Bovendien schrijve men in dezelfde paragraaf "wijst ... aan" in plaats van "duidt ... aan" en "telkens als" in plaats van "telkens".

Artikel 5.

1. Artikel 5, eerste lid, moet als volgt worden gesteld :

"Het beheerscomité beraadslaagt onder het voorzitterschap van de voorzitter of, bij diens afwezigheid, van de eerste ondervoorzitter en, bij diens ontstentenis, van de tweede ondervoorzitter".

2. Ter wille van de terminologische uniformiteit schrijve men in het derde lid "... hetzij op iniatief van het lid dat of de leden die een Regering vertegenwoordigen, hetzij op initiatief van een lid dat de Staat vertegenwoordigt".

Bovendien vervange men het woord "uitnodiging" door het woord "bijeenroeping".

In het vijfde lid schrijve men :

"Van de beraadslagingen van het beheerscomité worden notulen opgesteld die door (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Artikel 6.

1. In de inleidende volzin dienen de woorden "Onverminderd ... (tot) met afzonderlijk beheer" als overbodig te vervallen.

De inleidende zin luidt dan als volgt :

"Het beheerscomité is inzonderheid belast met :".

2. In de bepaling onder 2° is er een discrepantie tussen de Nederlandse en de Franse tekst. De Nederlandse tekst heeft het over "ontvangsten en uitgaven", terwijl de Franse tekst alleen werkt met het begrip "recettes".

3. Gelet op de bedoelingen van de stellers van het ontwerp, moeten in de bepaling onder 3° de woorden "het uitbrengen van adviezen aan de Eerste Minister" vervangen worden door de woorden "het uitbrengen van adviezen, op eigen initiatief of op verzoek van de Eerste Minister".

In de bepaling onder 3° schrijve men dus :

"3° het uitbrengen van adviezen op eigen initiatief of op verzoek van de Eerste Minister in verband met de werking van de dienst en meer in het bijzonder in verband met :

a.
b.

c.
d.
e.
f. de eventuele disponibiliteit en ... (voorts zoals in het ontwerp);
g. de renovatie van de gebouwen en het onderhoud ervan dat op de eigenaars neerkomt;".

4. In de bepaling onder 4° schrijve men : "het waken over het rationele gebruik van de voorzieningen van de Dienst;".

5. In de bepaling onder 5° schrijve men : "... de taken die tot de bevoegdheid van de Dienst behoren".

6. De redactie van de bepaling onder 6° moet worden herzien om de uitdrukking "het nemen van de gepaste maatregelen" te vermijden, die bijzonder onduidelijk is en de indruk zou kunnen wekken dat het comité, zoals de ordonnateur van het Vast Wervingssecretariaat, bevoegd is voor het aangaan van bepaalde overeenkomsten of het plaatsen van bepaalde opdrachten.

Gelet op het voorstel tot wijziging van de redactie, dienen de woorden "als een goede huisvader", die niet van toepassing zijn op het beheerscomité, te vervallen. Men schrijve dus :

"6° het organiseren van het beheer over het vermogen van de Dienst;".

Artikel 9.

Aangezien het artikel slechts een weergave is van de bepaling in artikel 19 (eerste zin) van ontwerp L. 22.898/2, dient het als overbodig te vervallen.

Artikel 10.

Bij paragraaf 1 behoort een drievoudige opmerking te worden gemaakt :

a) het heeft geen zin te verwijzen naar de artikelen 5 en 6 van de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheids-opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten alsmede naar het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, aangezien die voorschriften in elk geval in acht moeten worden genomen, zonder dat een onderscheid dient te worden gemaakt naar gelang de beslissingen inzake het gunnen en uitvoeren van de overheidsopdrachten genomen worden door de overheid bedoeld in artikel 2, § 1, van de wet van 14 juli 1976 of door de begunstigde van een op artikel 2, § 3, van dezelfde wet gegronde delegatie;

b) de woorden "Onverminderd de beperkingen opgelegd (...) door het koninklijk besluit van 13 december 1977 betreffende het overdragen van bevoegdheid inzake de gunning en de uitvoering van de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten" moeten vervangen worden door een bepaling die duidelijk en ondubbelzinnig bepaalt in hoeverre het genoemde besluit van toepassing blijft op de ten gunste van ambtenaren van het Vast Wervingssecretariaat verleende delegaties;

c) gelet op artikel 2, § 3, van de wet van 14 juli 1976, moeten de woorden "wordt de ordonnateur gemachtigd om" vervangen worden door de woorden "De Eerste Minister kan aan de Vaste Wervingssecretaris alsmede aan de door hem aangewezen ambtenaren van het Vast Wervingssecretariaat die ten minste bekleed zijn met een graad van rang 13 (1) de bevoegdheid opdragen om" (2).

3. In paragraaf 2, eerste lid, schrijve men "door" in plaats van "ingevolge".

---

(1) Indien dit tekstvoorstel wordt aangenomen, zou paragraaf 2, tweede lid, van hetzelfde artikel eveneens kunnen worden geschrapt.

(2) Voorgesteld wordt paragraaf 2, tweede lid, en paragraaf 3 te redigeren naar het voorbeeld van paragraaf 1 : "De Eerste Minister kan de in paragraaf 1 bedoelde bevoegdheden geheel of gedeeltelijk delegeren aan de leden alsmede aan het krachtens paragraaf 2, tweede lid, aangewezen personeelslid de bevoegdheid om de uitvoering van een opdracht goed te keuren".

4. In paragraaf 4 dient het woord "Bovendien" te vervallen.

Voorts schrijve men "totaal" in plaats van "globaal".

Hoofdstuk IV.

Gelet op het onderwerp van de artikelen 11 en 12 schrijve men : "Hoofdstuk IV, Slotbepalingen".

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,

Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS,

F. DELPEREE, assesseurs de la section de législation,
J. van COMPERNOLLE,

Madame : J. GIELISSEN, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. P. ERNOTTE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. R. HENSENNE, référendaire adjoint.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

De kamer was samengesteld uit

Mevrouw : griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. ERNOTTE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. R. HENSENNE, adjunct-referendaris.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.